

Le chiffre d'affaires des compagnies de petits prêts à charte fédérale a accusé, en 1951, une forte augmentation sur l'année précédente. Les prêts au public ont augmenté de 521,701 à 606,468 ou de 16 p. 100, et le montant prêté de \$105,746,067 à \$127,072,745. La moyenne des prêts a été d'environ \$210 en 1951 contre \$203 en 1950. A la fin de 1951, les prêts en cours, au nombre de 389,630, étaient évalués à \$61,133,863, soit une moyenne de \$157 par prêt.

Prêteurs d'argent autorisés*.—En plus de ces compagnies de petits prêts, 57 prêteurs d'argent autorisés soumettent un état annuel de leur activité. Leur actif global en 1951 était de \$30,570,466 ainsi répartis: soldes de petits prêts, \$8,126,043; autres soldes, \$20,980,983; obligations et actions, \$316,702; immeubles, \$104,368; encaisse, \$483,746; autre actif, \$558,624. Leur passif était de \$30,570,466: argent emprunté, \$21,397,938; actions payées et capital de sociétariat, \$3,952,842. Les prêts consentis en 1951, au nombre de 73,706, se chiffraient par \$15,866,101, soit une moyenne de \$215 par prêt. A la fin de 1951, on comptait 53,329 prêts en cours d'une valeur globale de \$8,126,043. Soixante pour cent des prêts consentis varient de \$100 à \$300 et 13 p. 100 de \$400 à \$500.

Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes†

Les emprunteurs canadiens, gouvernements ou sociétés, ont émis, en 1952, de nouvelles obligations au montant de \$1,985,239,490, augmentation de \$335,029,253 sur 1951 (\$1,650,211,237), mais réduction de \$1,168,200,963 sur le sommet de \$3,153,440,453 touché en 1950. On trouvera dans les éditions antérieures de l'*Annuaire* les chiffres comparatifs de ces ventes durant les deux guerres mondiales et les années d'après-guerre jusqu'à la fin de l'exercice financier de 1951.

Au sujet de ces chiffres, remarquons que le total de 1952 ne comprend que les ventes d'emprunt d'épargne du Canada, série VII, jusqu'au 30 novembre 1952, dernier chiffre disponible au moment de la rédaction du présent article. D'autre part, celui des années antérieures comprend toutes les ventes d'émissions d'emprunt jusqu'à leur date de fermeture les années suivantes (voir tableau 6). Lorsque les chiffres complets de l'emprunt d'épargne de 1952 seront connus, le montant total des obligations émises durant l'année sera un peu plus élevé.

Aux fins d'analyse, le total des obligations de 1952, soit \$1,985,239,490 se répartit ainsi: obligations fédérales, \$787,772,450; provinciales et garanties, \$426,973,000; municipales, \$196,955,040; sociétés, \$573,539,000. Des \$426,973,000 d'obligations provinciales et garanties, on comptait \$216,100,000 en émissions directes et \$210,873,000 en finance garantie, soit, par exemple, des obligations pour aménagements hydrauliques ou des émissions municipales garanties par les gouvernements provinciaux. Du total des émissions municipales, \$196,955,040, une somme de \$147,690,940 représente les émissions directes et une autre de \$49,264,100, les émissions paroissiales et diverses, emprunts faits surtout pour l'enseignement et les hôpitaux.

Il s'est produit en 1952 une réduction sensible du volume des émissions lancées sur le marché américain. Les ventes de l'année se sont chiffrées par \$284,650,025, en comparaison de \$384,023,000 en 1951, diminution de \$99,372,975. Les raisons de ce recul et l'étude des mérites relatifs des marchés domestiques et américains comme débouché aux émissions canadiennes constituent des aspects intéressants

* De plus amples détails paraissent dans le rapport du Département des assurances, *Compagnies de petits prêts et prêteurs d'argent*, pour l'année terminée le 31 décembre 1951.

† Rédigé par E. C. Gould, rédacteur financier au *Monetary Times*.